

Sewell, James P., *UNESCO and World Politics : Engaging in International Relations*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1975, x + 384 p.

Guy Gosselin

Volume 7, numéro 1, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700657ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700657ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gosselin, G. (1976). Compte rendu de [Sewell, James P., *UNESCO and World Politics : Engaging in International Relations*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1975, x + 384 p.] *Études internationales*, 7(1), 137–140. <https://doi.org/10.7202/700657ar>

veut un essai de classification des sociétés d'ordres. Ces sociétés sont celles où la stratification sociale résulte non pas du degré de pureté ou d'impureté religieuse (société de castes), ni du rôle joué dans le mode de production (société de classes), mais d'après l'estime accordée par la société à certaines fonctions qui peuvent n'avoir aucun rapport avec la production de biens matériels. Selon la fonction privilégiée par le consensus social, la société d'ordres sera militaire, administrative, théocratique, liturgique, philosophique, voire même technocratique.

Beaucoup – dont l'auteur de ces lignes – ne seront pas d'accord avec toutes les propositions de M. Mousnier. L'explication de la stratification sociale à partir de l'évaluation sociale suggère l'image d'une harmonieuse collaboration entre les différents groupes sociaux qui n'est que très rarement observée par l'historien. En fait, ce sont plutôt les conflits et les tensions entre ces groupes qui retiennent son attention. D'autre part, la définition très économiste du concept de classe proposée par l'auteur le force à ne l'utiliser que de façon très limitée : seules les sociétés capitalistes du XIX^e siècle, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, sont présentées comme des sociétés de classes. On peut se demander si bon nombre de sociétés présentées ici comme des sociétés d'ordres ne sont pas en fait des sociétés de classes où l'ordre joue un rôle très particulier sur le plan idéologique et juridique. Cette interprétation ne discrédite nullement le concept d'ordre : au contraire, elle lui donne tout son sens. Dans l'ancienne société française, par exemple, l'accent mis sur la fonction de protection de la noblesse servait vraisemblablement à masquer certaines fonctions économiques et sociales de la seigneurie rurale. L'expression de société d'ordres peut même devenir franchement ambiguë. Ainsi le lecteur ne manquera pas d'être surpris de retrouver sous une même étiquette (société d'ordres philosophique) des formations sociales aussi différentes que la France ligueuse, l'Allemagne hitlérienne et... la Russie soviétique. Nul ne songe à nier la nette

tendance technocratique de notre temps : faut-il pour autant en conclure à l'aube d'une nouvelle société d'ordres ? Ne serait-ce pas plutôt notre même société de classes qui change de visage en s'adaptant ?

Malgré ces réserves, on ne saurait trop recommander la lecture de cet ouvrage. Embrasser une aussi vaste matière en quelque deux cents pages est une entreprise d'une rare difficulté. M. Mousnier y est parvenu d'une façon admirable. Que l'on soit d'accord ou non avec l'auteur, on réfléchira beaucoup.

Michel DAVID

*Département d'histoire,
Université de Montréal*

SEWELL, James P., *UNESCO and World Politics : Engaging in International Relations*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1975, x + 384p.

Ce livre est fort bienvenu pour au moins deux raisons. D'abord, il y a peu d'études générales sur l'UNESCO ; à la liste qu'en donne Sewell à la page 28, on ne pourrait ajouter que quelques rares articles. Ensuite, ce livre est la première étude scientifique sur l'UNESCO depuis une dizaine d'années, si l'on fait exception du chapitre sur l'UNESCO dans *The Anatomy of Influence* publié en 1973 sous la direction de R. W. COX et H. K. JACOBSON, chapitre écrit précisément par Sewell. Si l'on ajoute à ce livre ceux de W. H. C. LAVES et C. A. THOMSON (*Unesco : Purpose, Progress, Prospect*, 1957), J. THOMAS (*U.N.E.S.C.O.*, 1962), T. V. SATHYAMURTHY (*The Politics of International Cooperation : Contrasting Conceptions of U.N.E.S.C.O.*, 1964), et le chapitre sur l'UNESCO dans *The Anatomy of Influence*, on a, à mon avis, les études sur l'UNESCO les plus importantes.

Pour l'auteur, cette étude est la seconde qu'il consacre à l'UNESCO, la première s'in-

sérant dans un cadre d'analyse mis au point par Cox et Jacobson et utilisé pour l'étude comparative de plusieurs organisations internationales. Mais ce livre est surtout le deuxième que consacre Sewell à la recherche d'une interprétation satisfaisante du développement de l'organisation internationale. Dans le premier livre (*Functionalism and World Politics: A Study Based on United Nations Activities Financing Economic Development*, 1966), Sewell a utilisé l'approche fonctionnaliste. Cette approche ne lui est pas apparue satisfaisante à cause de sa tendance à oublier les facteurs politiques et à négliger l'action des individus. Aussi est-ce à ce dernier aspect que s'attache ce deuxième livre en utilisant la notion d'« engagement » (*engaging*) que l'auteur a voulu appliquer à l'analyse d'un phénomène différent, l'UNESCO, et à un niveau intermédiaire, celui d'une « middle-range explanation ».

Sewell nous offre donc une étude sur l'UNESCO, mais celle-ci se veut une illustration de l'utilité du concept d'« engagement » pour l'étude des autres phénomènes globaux dont l'UNESCO n'est qu'un exemple et ultimement pour une meilleure compréhension de l'évolution future de « *our organizing world* ». L'introduction sert à présenter la notion d'engagement. Le livre se divise ensuite en deux parties, l'une qui décrit la naissance et l'évolution de l'UNESCO jusqu'à 1972, et l'autre qui traite des façons dont les leaders et les acteurs s'engagent. Cette deuxième partie s'achève par un chapitre de prospective. Finalement, l'auteur a inséré un appendice sur la genèse de son étude et sur la méthode employée.

L'engagement est défini comme signifiant « becoming involved or more involved in a continuing international relationship ». C'est l'engagement au sein d'une organisation intergouvernementale qui retient naturellement l'attention de l'auteur. Dans ce cas, l'engagement est mesuré à partir d'un seuil d'engagement qui est constitué par l'adhésion à une organisation intergouvernementale. En bas de ce seuil, il y a non-engagement lequel peut se situer au niveau de l'indifférence

passive ou au niveau inférieur de l'antagonisme actif. Au-dessus de ce seuil, l'engagement peut se situer à un premier niveau de « citoyenneté » passive ou à un niveau supérieur de participation active. On dira qu'il y a engagement lorsqu'il y a passage à un niveau supérieur, et qu'il y a désengagement dans la situation inverse. Notons aussi que « engaging is dedicated to persevering patterns, not to momentary action devoid of appreciable consequences ». Pour compléter cette présentation, enfin, l'auteur définit un engagement « rationnel » qui permettra d'évaluer l'engagement réel, et précise les principales caractéristiques qui peuvent conditionner l'engagement au sein d'une organisation intergouvernementale. La notion d'engagement sert ainsi à donner l'angle d'observation de la vie internationale qui rend visible l'action des individus agissant au nom des États, c'est-à-dire à centrer l'attention sur le facteur humain.

La première partie aborde les « participants et l'institution » d'une manière historique. Le but est d'observer « the persons-in-roles who engage in UNESCO ». Cette partie, qui occupe les deux-tiers du livre, distingue quatre périodes dans la préhistoire et l'histoire de l'UNESCO, périodes que les titres des chapitres décrivent d'ailleurs fort exactement : 1941-1945 (« Seed and Circumstance »), 1945-1949 (« Opportunities Unlimited »), 1949-1960 (« Facing 'Reality' »), 1960-1972 (« Regeneration ? »). Après cette perspective séquentielle, l'auteur consacre la deuxième partie à une perspective analytique visant à expliquer comment se fait l'engagement (*modes of engaging*). Mais ici l'UNESCO n'est plus seule, même si elle demeure prépondérante, car l'auteur se situe maintenant à un niveau plus général. Et l'engagement est considéré à un double point de vue. D'abord celui du directeur exécutif en considérant pourquoi et comment il peut provoquer un plus grand engagement dans son organisation. Ensuite celui des États-membres en examinant de quelle façon ils réagissent aux possibilités de s'engager ou

de s'engager davantage dans une organisation intergouvernementale. Le dernier chapitre, enfin, tente d'apercevoir au-delà de l'engagement dans l'UNESCO le développement possible du multilatéralisme.

Au plan descriptif, Sewell nous présente une histoire de l'UNESCO qui est à la fois passionnante et très fouillée, révélant une longue fréquentation de l'UNESCO. Conformément à son objectif, l'auteur y met bien en lumière le rôle des individus dans le développement de cette organisation. Ceux-ci ont agi en fonction de leur position et de leurs convictions mais aussi, et c'est là un des principaux apports de cette partie, en fonction des circonstances. L'auteur montre très bien, par exemple, l'opportunité offerte par les programmes d'aide au développement des Nations unies pour le propre développement des divers secteurs de l'UNESCO. La grande qualité de cette partie descriptive est de se maintenir continuellement au niveau des individus et des événements qui ont « fait » l'UNESCO ; mais comme il s'agit d'une institution qui a déjà une assez longue histoire et qui a surtout un domaine très vaste et très diversifié, l'enchaînement séquentiel à l'intérieur de cette histoire complexe n'est pas toujours évident.

La partie analytique est nettement différente de la précédente par la façon dont elle est structurée et par l'élargissement aux autres organisations internationales. Elle est en effet consacrée au développement et à l'évaluation du concept d'engagement dans le cadre des organisations intergouvernementales dans la perspective du directeur exécutif, d'une part, et dans celle des États-membres, d'autre part. Cette distinction, esquissée en introduction, apparaît fondamentale et éminemment utile. L'auteur s'attache d'abord avec raison et avec succès à montrer pourquoi le directeur exécutif cherche à obtenir un engagement plus grand de la part des membres. Il examine ensuite avec beaucoup de perspicacité les façons d'y parvenir. Cependant, cette dernière section n'a pas, à mon avis, toute la clarté désirable car si, des deux façons qui m'apparaissent les

plus importantes, la première, la recherche d'une plus grande autonomie, est effectivement exposée au début et bien mise en lumière, la seconde, la « propagation » de relations symbiotiques avec les autres organisations, gouvernementales ou non, et avec les membres, se retrouve à la fin et avec peu de relief. De plus, l'enchaînement des dernières sections de ce chapitre n'apparaît pas évident à première vue.

Si la distinction entre le directeur exécutif et les États-membres est nette, la coupure entre les chapitres qui en traitent ne laisse place à aucun lien même si les titres de ces chapitres en suggèrent : « Political Leadership by Executive Managers » et « Responses by Actors ». Ce dernier chapitre, comme le premier, n'en présente pas moins une approche des plus intéressantes pour analyser les réponses des membres. Deux éléments apparaissent particulièrement importants dans ce chapitre. Le premier est la définition de la réponse des membres en termes de sous-systèmes nationaux, un sous-système national désignant « all nationals who act with regard to an intergovernmental organization ». Ainsi un sous-système national peut répondre d'une façon constante, ou bien d'une façon variable en s'ouvrant ou en se refermant. Le second est le postulat qu'une réponse constante est la règle car « the prototypical response gives way to successive typical responses ». L'observation du changement, par divers indices, devient alors particulièrement intéressante. Mais un troisième élément, non moins important, demeure malheureusement indéterminé ; il s'agit des « conditions of reversal » dans le sens de l'engagement ou du désengagement ou encore de l'ouverture ou de la fermeture d'un sous-système national.

En somme, cette seconde partie est consacrée au concept d'engagement, l'UNESCO ou les autres organisations ne servant que d'illustration. D'une part, celui dont l'UNESCO est l'intérêt premier reste sur sa faim car à l'excellente et longue description de la première partie succède une analyse incomplète. D'autre part, l'intérêt premier de l'auteur

n'est pas l'UNESCO mais « to develop both a guiding concept for further use and an improved grasp of the relationships selected for investigation » ; c'est en cela que le livre trouve son unité et c'est pour cette raison qu'il commence par la présentation de la notion d'engagement et se termine par un chapitre brossant les caractéristiques du système international actuel, décentralisé et segmentaire, et esquissant le développement des organisations intergouvernementales que produirait un plus grand « engagement ».

Voilà donc un livre stimulant parce qu'il propose une approche nouvelle, parfois déroutant, car il s'attache à l'UNESCO mais pas pour elle-même, et qui finalement s'impose tout autant par l'un que par l'autre.

Guy GOSSELIN

*Département de science politique,
Université Laval*

STERLING, Richard, *Macropolitics, International Relations in a Global Society*, Alfred Knopf, New York, 1974, 650p.

L'ouvrage que nous présente ici Sterling constitue une analyse extrêmement détaillée portant sur l'analyse des relations internationales.

Ce volume de 650 pages se divise en deux parties majeures. La première, intitulée « The Micropolitical World », s'attarde aux notions de base telle que le pouvoir, la force, l'idéologie, le nationalisme, etc. La seconde s'attarde à un aspect plus étendu des relations interétatiques, que l'auteur identifie comme étant le monde macropolitique. L'on penserait à voir la quantité des sujets abordés par l'auteur que l'analyse n'est que superficielle ; bien au contraire, Sterling y va avec une minutie et un souci du détail qui ne laissent aucune question au hasard.

Deux autres aspects viennent compléter l'allure générale de cette œuvre ; d'une part, l'annexe nous présente une foule de statis-

tiques qui se veulent une analyse prospective du futur et, d'autre part, la bibliographie se révèle extrêmement bénéfique quant à la multiplicité des sources qu'elle cite.

L'avantage indéniable de ce volume est de servir de base à un cours d'introduction en relations internationales. La clarté du style et l'abondance des sujets en font un manuel extrêmement bénéfique pour l'étudiant qui débute en science politique. Pour l'étudiant avancé ainsi que pour le chercheur, seules la bibliographie et l'annexe seront d'un intérêt certain.

En définitive, *Macropolitics* se révèle être une œuvre complète qui saura guider tant le professeur que l'étudiant dans un cours d'introduction aux relations internationales.

Roger MÉGÉLAS

*Département de science politique,
University of British Columbia*

SUPEK, Rudi (éd.), *Étatisme et autogestion, bilan critique du socialisme yougoslave*, Éditions Anthropos, Paris, 1973, 386p.

Ce livre se présente à la fois comme un état de la réflexion sociologique en Yougoslavie et comme un « bilan critique du socialisme yougoslave ». Dans l'un et l'autre cas, on y aborde de front tant les problèmes théoriques que les problèmes pratiques avec beaucoup de perspicacité et sans aucun esprit apologétique. Dix études de philosophes, de sociologues ou d'économistes se complètent non seulement pour faire le compte de l'expérience autogestionnaire, mais surtout pour en tirer des enseignements que suggèrent ses réussites et encore plus ses échecs. C'est dire l'intérêt certain d'un tel ouvrage.

Il n'est pas possible ici de rendre compte de chacune de ces dix analyses. Il faut plutôt en dégager quelques thèmes qui, au delà d'une expérience historique particulière,